



SECTEUR FÉDÉRAL RÉGION DE DIJON

EAS,

CADENCEMENT NORD BOURGOGNE, OU EN EST-ON ?

EAS:

Mi-décembre l'inspection du travail a envoyé un nouveau courrier à la direction de l'entreprise concernant l'EAS. **Rappelons que suite au droit d'alerte déposé par un mandaté CGT, l'inspection du travail a été saisie en août dernier et que depuis il n'y a plus de trains agent seul.**

La direction est donc contrainte de rendre des comptes elle qui soutenait, dans un mépris non dissimulé aux cheminots et aux organisations syndicales, qu'il n'y avait pas de trains sans contrôleurs sur la région sauf cas exceptionnel et hors Morvan.

Cette démarche engagée par la CGT a dévoilé au grand jour à l'inspection du travail et au conseil régional, l'autorité organisatrice, **des pratiques que nos dirigeants entendaient bien garder dans l'ombre.**

Nul doute que la SNCF se serait volontiers passée de cette publicité, essayant de faire en sous-main des marges sur la convention d'exploitation, tout en mettant la pression sur les agents de conduite avec des sanctions pour les récalcitrants.

La direction lors d'une audience avec la FGAACFDT a annoncé la levée des sanctions avec des contreparties à lire dans le compte rendu SNCF que nous laissons à votre appréciation...

FO dans un tract intitulé «nous avons raison» s'attribue ce mérite. L'une comme l'autre s'appuient sur la démarche CGT qui a conduit à la saisie de l'inspection du travail...

Au-delà de ce volet réglementaire, technique, **la CGT continue de mener la bataille revendicative. Nous restons opposés à l'EAS et nous exigeons une présence humaine dans les gares et dans les trains.**

La CGT a mis en place une pétition aux usagers qui recueille à ce jour plus de 2200 signatures, dont 600 en ligne (disponible sur le site du secteur fédéral cheminots CGT de la région de Dijon à cette adresse : <http://www.cheminotcgtbfc.fr/>).

Les usagers partagent notre opposition à cette déshumanisation qui entraînerait à terme comme c'est déjà le cas en région parisienne, la dégradation du matériel, des gares, la recrudescence des incivilités, des agressions, la détérioration des conditions de travail des cheminots.

La pression sur la masse salariale que la direction entend exercer, en dépit des engagements qui la lie à l'autorité organisatrice, **met en péril l'existence même de la convention d'exploitation.**

À l'heure ou le sénateur Haenel (UMP) préconise l'expérimentation par anticipation de la concurrence sur certaines lignes, cette orientation politique basée sur les suppressions d'emplois plutôt qu'à la réponse aux besoins des usagers est suicidaire pour le Service Public.

Le Conseil Régional de Basse-Normandie ne vient-il pas d'arrêter les paiements pour protester contre "de trop nombreux incidents survenus ces derniers mois sur les lignes Basse-Normandes et de façon répétée ces derniers jours" ?

Cadencement

Bourgogne-Nord:

Depuis le 13 décembre, date de sa mise en service, les usagers de la ligne Dijon Auxerre Paris subissent au quotidien des dysfonctionnements.

Pour la CGT qui s'est exprimée maintes fois sur ce sujet auprès de la direction régionale SNCF, il n'est pas sérieux de prétendre augmenter le nombre de trains avec moins de moyens humains et matériels.

Cette même direction qui n'a d'ailleurs pas non plus écouté les usagers des comités de lignes.

Le résultat est là au quotidien : Trains en retard, non conformes, horaires qui ne satisfont pas, usagers mécontents, ASCT seul dans les trains, incivilités, agressions verbales ou intimidations ; horaires impossibles à tenir qui génèrent une pression supplémentaire pour les ADC.

Les problèmes du cadencement Bourgogne-Sud ne sont toujours pas résolus que ceux du Nord arrivent en supplément. Merci qui ?

- ✓ **Vouloir comme le fait RFF vendre des sillons à tout prix et non pas répondre à un besoin de transport de façon réaliste est un leurre.**
- ✓ **Vouloir comme le fait la SNCF utiliser la méthode Coué et les chiffres de régularité « hors travaux » pour positiver n'est pas responsable.**
- ✓ **Ignorer comme le fait la SNCF les remontées du Conseil Régional qui en arrive à menacer de suspendre les paiements dans le cadre de la convention est dangereux pour l'avenir.**
- ✓ **Dégrader comme le fait la SNCF les conditions de travail des ADC, des ASCT, des agents d'escalas, qui doivent sans cesse gérer la conflictualité avec les usagers mécontents au quotidien, est inacceptable.**

La CGT prend depuis l'arrivée de ce dossier ses responsabilités en intervenant au CER (octobre 2008) dans les différents comités de ligne (Monbard, Nuits Sous Ravières) en essayant de créer comme avec la pétition EAS les convergences d'intérêts usagers/cheminots.

La CGT est intervenue auprès de la Région dans le cadre des comités de ligne et du CESR (Comité Économique et Social Régional)

L'inspection du travail a été saisie par un droit d'alerte déposé par le secrétaire du CHSCT (CGT) de l'ECT sur les conditions de travail et de sûreté dans le cadre du cadencement Nord Bourgogne.

La démarche de la CGT est de mettre en action l'ensemble des structures métiers (ADC, ASCT, EEX) et régionales (Paris Sud EST, Dijon) pour poser ensemble les revendications en cohérences face à nos interlocuteurs. En effet nos revendications sont communes:

- ✓ **Refus de l'EAS**
- ✓ **Développement du service public** par l'humanisation des gares et des trains.

Cela passe par l'emploi, la formation, pas par des restrictions ou l'addition de nouvelles tâches à nos métiers pour pallier aux suppressions de postes dans les autres spécialités (à l'opposé donc de la démarche « évolution des missions TER » que tente d'initier la direction).

La puissante journée de luttes et de manifestations du 29 janvier, et les suites que nous y donnerons doivent permettre de faire avancer les revendications sur ces dossiers.

Dijon, le lundi 2 Février 2009